L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

JOURNAL QUOTIDIEN.....Prix : $15 { payable d'avance
Il sort tous les jours excepté les dimanches. $10 { payable d'avance

PAR BULLITT, MAGNE & Cie
No. 81, Rue Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS:
VENDREDI MATIN, 10 FEVRIER 1843.

POUR PRESIDENT DES ETATS-UNIS,

HENRY CLAY.

CLAY-CLUB.

Une foule nombreuse s'est réunie hier soir dans la salle du Clay-Club ; les Whigs des trois municipalités s'étaient empressés de répondre à l'appel, et c'est à peine si l'on pouvait respirer, tant leurs rangs étaient serrés. L'animation la plus vive a regné dans cette belle assemblée qui nous rappelait les jours les plus glorieux de la lutte de 1840 et nous donnait l'assurance que ces jours peuvent renaître, si nous le voulons.

Les résolutions suivantes ont été adoptées à l'unanimité, elles donneront à tous les Whigs la faculté d'exprimer leurs vœux sur le choix du candidat qui doit être soutenu par le parti. Que chaque Whig se rende donc à l'assemblée qui aura lieu dans la municipalité à laquelle il appartient, et qu'il désigne les délégués par lesquels il veut être représenté dans la Convention qui sera chargée de choisir un candidat à la mairie.

Résolu, qu'une assemblée du parti whig aura lieu dans chaque municipalité, à l'effet de faire choix de delegues qui auront à se réunir en Convention aussitôt que possible après qu'ils auront été désignés, et à nommer au scrutin un candidat qui devra être soutenu comme le candidat whig pour la place de Maire de la Nouvelle-Orléans.

Résolu, que chaque municipalité aura droit à dix délégués.

Résolu, que les assemblées auront lieu dans les trois municipalités le même soir.

Résolu, qu'aucune personne ne sera désignée comme délégué à moins qu'elle ne signifie son intention de se soumettre à la décision de la Convention, et de donner le candidat whig que la Convention nommera.

Résolu, que les assemblées de municipalités auront lieu samedi 11 février à 7 heures,

Dans la 1ère municipalité, à la Bourse St. Louis ;
Dans la seconde, à l'Arcade de Bank ;
Dans la troisième au Café Franklin.

Et que la Convention des Trente Délégués se tiendra lundi 13, à la Bourse St. Louis, à 7 heures et demie, pour procéder au choix d'un candidat à la place de Maire, conformement aux vues de la Délégation.

Les personnes suivantes ont été nommées pour prendre les dispositions nécessaires pour la assemblées de municipalités.

Pour la première M. Grunat, C. H. Taney, Alex. Phillips.

Pour la seconde.—F. B. Conrad, B. Rodrigues, D. Dillon.

Pour la troisième.—John Culbertson, J. B. Leefe, G. de Fernet.

ELECTIONS CONTESTEES.—Le comité des élections contestées a fait hier son rapport sur les élections de la paroisse d'Orléans contre laquelle une protestation avait été adressée à la Chambre, et ce rapport est de tout point favorable aux membres siégeans. Cette décision a une grande valeur, car elle a été prise à l'unanimité, et l'on n'a pas oublié que le comité dont elle émane, est composé de membres des deux partis ; il est donc plus que probable que la question ne soulèvera plus grande difficulté lorsqu'elle se présentera devant la Chambre. Le comité a fait bonne justice des motifs sur lesquels la protestation était basée : il a prouvé que pour la plupart ils étaient tout à fait frivoles et ne méritaient pas l'attention législative. En entendant la conclusion du rapport, quelques membres auxquels sans doute elle ne plaisait pas, ont essayé de traîner la chose en longueur par une proposition assez singulière, et fort peu parlementaire, si nous ne nous trompons pas : ils ont proposé que les signataires de la proposition fussent autorisés à se faire entendre à la Chambre par l'organe d'un défenseur. Heureusement la motion n'a pas pris ; elle a été repoussée par une forte majorité, et tout fait présumer que la question est à peu de chose près résolue.

DROITS DE QUAI.—L'ordre du jour spécial de la Chambre des Représentans avait fixé à la séance d'hier la discussion du bill sur les droits de quayage. Sur la demande d'un assez bon nombre de membres la discussion a été remise à mardi prochain.

NOUVELLE SOUS-TRESORERIE.—Le mauvais succès du projet de sous-trésorerie n'a pas, suivant quelques correspondances de Washington, découragé le parti gouvernemental. Le Président serait disposé à faire présenter au Congrès un nouveau plan financier qui se rapprocherait, plus que son projet primitif, de l'ancienne sous-Trésorerie. Nous avons grand peur pour M. Tyler que ce ne soit du *génie* et de la peine perdus. La sous-Trésorerie est morte, et ce n'est pas le "capitaine" qui aura la puissance de la galvaniser.

La reforme et l'économie sont à l'ordre du jour le *Courrier* l'dit lui-même, tels en effet que le bill que vient d'adopter la Chambre, appelle des mesures encore plus radicales. Dans la position où se trouve le *Courrier*, c'est presque du déterrement antique ; il ne veut plus la moindre sinécure, fut-elle même au profit de ses amis.

L'opinion publique, dit notre confrère est en général favorable au bill présenté par M. Wadsworth à la Chambre des Représentans de l'Etat, pour réduire les salaires de certains employés du peuple. La seule faute qu'on y trouve peut-être, c'est que ce bill n'a pas un cercle d'action assez étendu."

Comme employés ! Le Législature n'a-t-elle pas créé depuis douze ans pour récompenser des services dans du parti au pouvoir ! Pourquoi n'avoir pas un comité qui s'occupe avec zèle de voir quels sont les employés qu'on peut retrancher sans inconvénient, afin d'épargner des dépenses inutiles au peuple ! C'est là un des points les plus importans de la réforme dont on a tant parlé. Quoi se mettre dont ressolument à l'œuvre et surtout que l'économie ne soit pas partielle.

THEATRE D'ORLEANS.—La *Favorite* a obtenu hier soir le succès le plus réel et le plus brillant de la saison. La musique, le drame et quelques fois aussi les artistes, ont arraché les plus vifs applaudissemens à la foule nombreuse qui s'était donné rendez-vous pour cette 1ère représentation.

EMPRUNT DES ETATS UNIS.—Nous apprenons avec plaisir, dit le *National Intelligencer* du 1er courant, que le Secrétaire de la Trésorerie vient de disposer de tout ce qui restait de l'emprunt autorisé par l'acte du 15 avril 1842. Ce sont MM. John Ward & Co., de New York, qui s'en sont rendus soumissionnaires au pair.

Congrès.—Au Sénat, les séances du 30 et du 31 janvier ont été encore consacrées en grande partie à la discussion du bill pour la colonisation de l'Orégon. M. Archer, qui se prononce en faveur de la colonisation, veut cependant qu'on y mette tous les ménagemens possibles, et demande que le bill ne fasse point de concessions de terres. M. Young défend le bill tel qu'il est, et M. Linn, l'auteur de la proposition, consent à ce qu'il soit renvoyé à un comité avec des instructions spéciales ; mais M. Calhoun demande la parole sur cette proposition, et l'honorable sénateur parle contre le bill avec son ardeur et son entraînement ordinaire. Il exprime la conviction que la préoccupation apportée dans l'occupation de ce territoire n'aura pour effet que de nous le faire perdre à jamais ; il pense qu'on ne doit pas empiéter sur des droits qui ne sont pas encore réglés ; il est inutile d'irriter dans ce moment l'Angleterre, lorsqu'en laissant les choses suivre leurs cours naturel, il est si facile d'arriver à la possession de ce territoire sans nulle dépense et sans la moindre effusion de sang. M. Linn répond à quelques uns des argumens de M. Calhoun, puis la discussion est continuée au lendemain pour entendre M. Rives.

Les deux séances correspondantes de la Chambre n'ont pas présenté grand intérêt : dans la première le comité des Voies et Moyens a fait un double rapport sur la proposition faite à l'ouverture de la session d'émettre un fonds de $200,000,000, hypothéqué sur les terres publiques ; le double rapport condamne la mesure proposée. C'est de mauvais augure pour le projet de M. Cost Johnson. Dans la seconde, le comité judiciaire a fait un rapport sur le remboursement de l'amende payée par le général Jackson. Ce rapport sera imprimé et nous en donnerons un aperçu lorsque nous le recevrons. Le bill pour l'armée et quelques discussions relatives aux territoires ont occupé presque entièrement le reste de ces deux séances.

On parle d'un certain nombre de changemens dans le personnel de nos Représentans auprès des cours Etrangères. M. Todd quitterait la Russie et M. Jennifer l'Autriche. Quelques chargés d'affaires seront aussi rappelés. On assure que M. Wise ira en Autriche. On ne sait pas encore quel est le diplomate qui sera envoyé à Paris. M. Webster ne paraît pas disposé à accepter ce poste : il ne serait pas étonnant sur son refus, qu'on songeât à M. Wheaton, aujourd'hui ministre en Prusse.

La reproduction des revues Anglaises se fait maintenant parmi nous sur une échelle immense : quelques-uns de nos lecteurs ont pu voir déjà les belles republications de *Mawson* ; voici maintenant que les feuilles hebdomadaires, qui sont d'un prix beaucoup moindre et d'une circulation beaucoup plus étendue, se jettent sur ce riche butin et deviennent les brocheurs. Le *New-World* et le *Nation* de Boston viennent, dans un numéro *Extra*, de publier l'un le *Blackwood's Magazine*, l'autre le *Bentley's Miscellany*, du mois de janvier. Le dépôt de Morgan les a déjà reçus.

Le Montant des espèces apportées par le *Caledonia*, suivant le correspondant de la *Gazette des Etats-Unis*, de $600,000, dont une partie doit être consacrée à l'achat de valeurs américaines.

Le navire *Claudius*, capitaine Scobie, échoué dernièrement sur les côtes de la Caroline du Sud, sera entièrement perdu. On n'a pu sauver de la cargaison qu'environ 160 sacs de café, et encore sont-ils fort endommagés.

Les dames de Charleston ont formé une société pour distribuer durant les froids du bois de chauffage aux pauvres de cette ville.

On a cherché à mettre le feu, la nuit dernière, au tas de coton de Mr. Frêret, vis-à-vis le théâtre St-Charles. Une balle de coton était presqu'entièrement consumée lorsqu'on s'en est aperçu.

[*Courrier d'hier soir.*]

TROUBLES AU CANADA.—Onze cents ouvriers employés au Canal la Chine, ne sont révoltés, parce qu'on les payait fort mal, et que, de plus, on a voulu réduire leur salaire. Les journaux du Nord ne donnent pas de détails sur les suites de l'émeute.

RAPPORT OFFICIEL

Des Délibérations au Sénat de la Louisiane

Séance du jeudi 9 février 1843.

M. Bernard, au nom du comité nommé de la part du Sénat pour visiter le pénitentiaire, fait un rapport accompagné d'un bill amendant les divers actes relatifs à cet établissement.

M. Downs, au nom du comité spécial auquel a été référé le bill de la Chambre pour la division de l'Etat en districts, présente un rapport qui recommande de ne pas faire de changement au bill en ce qui concerne le 1er. district congressionnel, mais de modifier la composition des autres districts de manière à ce qu'ils se composent d'un territoire plus compact. Ordonné à l'impression.

M. Walker présente un acte relatif à l'incorporation de l'église de St.-François Xavier des Rapides et pour d'autres objets.

M. Downs appelle le bill relatif à certaines réclamations de *présomption*, lequel a subi en seconde lecture.

Sur motion de M. Armant qui désire examiner le projet, sa considération est suspendue jusqu'à demain.

M. Hsa présente un acte relatif aux greffiers et shérifs, lequel est, sur motion, ordonné à l'impression et référé au comité du judiciaire.

M. Downs, au nom du comité du judiciaire auquel a été référé le bill de la Chambre des Représentans relatif à la cérémonie du mariage, présente un rapport contraire à ce bill, qui paraît inutile au comité, convaincu que les lois actuelles sont amplement suffisantes.

M. Waggaman dit qu'il désire qu'un mûr sérieux s'établisse que possibles sur mariages mal consentis ou inconvenants. Dans ce but il présentera, si le bill vient à passer, un amendement portant que le ministre de l'Evangile qui célébrera la cérémonie soit citoyen des Etats-Unis et de l'Etat de Louisiane.

M. Davidson appuie le bill qu'il considère comme très utile dans les paroisses situées sur les frontières. Il pense qu'il ne peut en résulter aucun inconvénient lorsque les ministres de la religion qui résident au delà de la frontière sont astreints à un cautionnement de deux mille piastres, et que d'ailleurs ils seraient dans doute fort difficilement portés à célébrer des mariages ou des mésalliance contre la volonté des parens. Les habitans des frontières ajoute l'honorable sénateur ont souvent adressé des pétitions à ce sujet ; mais les modifications qu'ils ont obtenues à l'article du code civil ne leur paraissent pas suffisantes. Il pense qu'il serait bon que cette caution fut élevée à $10,000, et on veut une garantie plus grande encore qu'on ne fasse pas abus de ce privilège. Quoiqu'il soit aussi opposé aux mariages imprudents que M. Waggaman, il sait cependant qu'il est des unions que les lois et les verroux ne peuvent empêcher.

M. Dupré s'oppose à l'adoption du bill et demande le vote nominal.

La question est mise aux voix et rejetée par 7 non et le vote prépondérant du fauteuil, contre 7 oui.

Ordre du Jour.

Le Sénat reprend la considération de la section additionnelle présentée hier par M. Downs au bill relatif aux tuteurs de mineurs, administrateurs, &c. et requérant un cautionnement des greffiers de cours.

M. Davidson dit qu'à fait hier la motion de déposer cette section sur le bureau, mais qu'il l'a fait retirer à la sollicitation du sénateur d'Ouachita (M. Downs.) Il propose maintenant de rejeter la section et demande l'appel nominal.

M. Hsa dit que s'il s'est abstenu de parler contre cette section hier, ce n'est pas qu'il y soit opposé, mais bien parce qu'il craignait que, comme dans d'autres cas d'innovation, elle ne rempli pas le but désiré. Cependant, comme cette mesure intéresse directement les constituants, il doit donner les motifs qui, dans son opinion, militent en faveur du rejet. Pour ce qui concerne la ville de la Nouvelle-Orléans, et en ce que l'expérience lui a démontré ainsi qu'à ses confrères du barreau, il n'est résulté aucun inconvénient au paiement par la pratique telle qu'elle existe aujourd'hui. Les greffiers des cours ont rien à faire avec l'acceptation des cautions sur les obligations d'appel C'est là un objet qui est du ressort exclusif de la cour il arrive souvent que celui contre qui se fait l'appel fait la caution offerte, et alors le juge détermine si elle doit être acceptée ou non. L'honorable Sénateur ne sait pas quelle interprétation on donnée à la loi dans les campagnes, mais celle qu'il rapporte est celle qu'on lui donne à la ville. Il développe ensuite sa grande contre les erreurs et les dangers de la section, qu'il assimile à celle qui a prévalu relativement aux shérifs qui, dans certains cas, sont obligés d'exiger d'abord l'assentiment écrit de la partie elle-même pour s'exonérer de toute responsabilité. Il ajoute que, dans le bill qu'il a présenté en mars, il y avait une cause relative aux shériffs et greffiers, laquelle, dans son opinion, contenait tout ce qui faillait à cet égard

M. Downs répond aux argumens de M. Hsa, et soutient que la section est indispensables aux campagnes, où les vacances des cours sont très considérables et où celles-ci ne siegent que deux fois l'an.

Il ajoute que dans son district il existe sous le régime de la loi actuelle des conflits qu'il est urgent de faire cesser, et il ne pense pas que la section impose de trop fortes charges, car il se trouvera toujours des gens capables qui accepteront les responsabilités dont il s'agit. La section produira un grand bien en proportionnant mieux la responsabilité aux gains énormes des greffiers, et de plus elle arrêtera les dépossessions entre les mains de l'administration de l'Etat. M. Downs cite les cas d'un citoyen qui avait eu deux rentes le montant de sa demande en justice flasser en frais et encore sans pouvoir obtenir le principal réclamé. Il conclut en résumant tous les argumens en faveur de la section.

La discussion est continuée par MM. Davidson, Morse, Hsa, Carter, Armant et Bernard.

Ensuite M. Hsa présente un amendement pour et retirer la paroisse d'Orléans des dispositions du bill.—Adopté, sinon qu'on ne fera aucune mention présente par M. Davidson et relatif au lieu, district judiciaire.

La motion de rejet étant retirée, la question d'adoption du bill est mise aux voix et décidée dans l'affirmative.

Sur motion de M. Bernard, les amendemens au bill sont renvoyés à l'ère. M. Davidson pour arrêter la discussion, retire son amendement et le bill passe avec l'exception relative à la ville de la Nlle. Orléans

Après s'être occupé d'affaires peu importantes, le Sénat siége à huis clos pour s'occuper des nominations de l'Exécutif, et s'ajourne dès que les portes sont ouvertes.

RAPPORT OFFICIEL

CHAMBRE DES REPRESENTANS.

MERCREDI, 8 Février 1843.

La Chambre s'est réunie conformément à l'ajournement.

L'appel nominal constate la présence de 43 membres.

Un congé de quelques jours est accordé à M. Aubert, pour cause de maladie.

Sur motion de M. Musson, le greffier donne lecture de quelques parties du rapport émané du bureau de circulation.

M. McNeil propose que rapport de l'Hôpital de Charité soit pris considération et référé à un comité spécial. Sa motion est acceptée, et l'orateur nomme du comité MM. McNeil, Perkins, et Selby.

Sur motion de M. Pelps, et après dispense des règles, la Chambre s'occupe du bill qui a pour but de créer une nouvelle paroisse sous le nom de Paroisse Franklin, et l'adopte après l'avoir amendé en quelques endroits. Le bill, après dispense des règles, est lu une troisième fois et passé.

Pétitions, Mémoires et Résolutions.

M. Perkins présente une résolution à l'effet d'enjoindre à la Chambre de se réunir tous les jours, à dix heures, le dimanche excepté. Déposé sur le bureau, conformément aux règles, jusqu'à demain.

Philips présente une résolution enjoignant à l'ingénieur de l'Etat d'employer les nègres condamnés aux travaux forcés à la formation d'un chemin entre Thibodeauxville et le Bayou Lafourche, sur le bord du Mississippi. La résolution subit une première lecture, et est référée au comité sur les améliorations intérieures.

L'orateur appelle l'attention de la Chambre sur un mémoire concernant les écoles publiques. Référé au comité sur l'éducation publique.

Comités permanens.

Les comités permanens ne présentent aucun rapport.

Comité spécial.

M. Hunt, du comité sur les Banques, présente un rapport relatif à ces institutions. Plusieurs dispositions de la loi sur les banques, passée à la dernière session de la législature, y sont critiquées sévèrement. C'est à cette loi, dit le rapport, ainsi qu'aux conseils imprudens du bureau de circulation, que l'on doit attribuer la reprise inopportune et dessastreuse des paiemens en espèce par nos banques, au mois de mai dernier. Le rapport conseille l'abolition du bureau de circulation et le rappel de la loi sur les banques. Il est accompagné d'un bill qui détermine les obligations de ces institutions.

Sur motion de M. Wadsworth, l'impression du rapport et du bill est ordonné. On en tirera 200 exemplaires sous forme de pamphlet.

M. Fermer, du comité spécial auquel a été référé le bill qui a pour but de diviser la paroisse de Concordia, présente un rapport défavorable audit bill. Le rapport en substitue un autre plus conforme aux vues de la section. Ce nouveau bill est discuté section par section. Le nom de la nouvelle paroisse donne lieu à quelques débats. On propose ceux de Tensas, de Poydras, de Villeré et de Jackson. Celui de Tensas est à la fin adopté. La Chambre adopte alors les diverses sections du bill, lequel, après dispense des règles, est lu une troisième fois et passé.

La Chambre, après dispense des règles, s'occupe de faire quo a pour but d'abréger les lois contre le duel. Déposé sur le bureau sujet à l'appel de la Chambre.

M. Wadsworth, après dispense, présente un rapport sur le bill qui a pour but d'augmenter les revenus de l'Etat, et offre de remplacer l'ancien bill par un nouveau. Ce dernier bill est examiné section par section, subit une première et une seconde lecture, et est enfin adopté avec quelques amendemens. Il diffère peu de ce'ui présenté hier par M. Wadsworth. Seulement les notaires et les encanteurs ne rentreront pas dans la classe des fonctionnaires publics et jouiront de toute leurs priviléges, comme par le passé. Cette dernière clause fait naître quelques débats : M. Selby ne veut pas que les notaires soient exclus des dispositions du bill ; ce sont des fonctionnaires publics tout comme les greffiers et les shérifs. Tout le monde sait quels sont les travaux d'un notaire, et l'habileté profession n'exige que très peu de lumières ou d'habileté. Il opine donc à ce que les notaires ne soient pas mis en dehors des dispositions du bill, et contribuent, comme les fonctionnaires publics, à augmenter les revenus de l'Etat.

MM. Philips et Robertson se rangent de l'avis du préopinant M. Benjamin s'oppose à la proposition de M. Selby. Les notaires exercent une véritable profession, sans bien que les avocats, aussi bien que les médecins. Ils ne font du bénéfices qu'en proportion de leurs lumières et de leur intégrité, quelques-uns font $30,000. Et puis, dit M. Benjamin, n'est-il pas évident que si vous forcez un notaire à verser dans le trésor public tout ce qu'un tribunal lui procure au delà de trois mille piastres, n'est-il pas évident que ces trois mille piastres une fois gagnées, il se mettra peu en peine de travailler ?

M.M. Ogden et Boudousquié déclarent partager les vues de M. Benjamin. M. Ogden fait observer que le notaire entre en fonctions sans cautel, et qu'il ne gagne son pain qu'à l'aide son travail de tous les jours. Il n'en est pas de même avec le greffier. Nous sommes tous obligés d'employer le greffier du tribunal où nous avons affaire, tandis que nous choisissons notre notaire.

M. Hunt se déclare en faveur du nouveau bill. Les notaires, dit-il, paient déjà une taxe de 2 1/2 pour cent et gagne d'une fonction syphilitique dont elle a souffert très longtemps, et pour laquelle elle avait en vain pris différents remèdes prescrits par plusieurs médecins et dont aucun n'avait produit d'effet. Déposé sur le bureau, conformément aux règles, jusqu'à demain.

Philips présente une résolution enjoignant à l'ingénieur de l'Etat d'employer les nègres condamnés aux travaux forcés à la formation d'un chemin entre Thibodeauxville et le Bayou Lafourche, sur le bord du Mississippi. La résolution subit une première lecture, et est référée au comité sur les améliorations intérieures.

L'orateur appelle l'attention de la Chambre sur un mémoire concernant les écoles publiques. Référé au comité sur l'éducation publique.

Comités permanens.

Les comités permanens ne présentent aucun rapport.

Comité spécial.

M. Hunt, du comité sur les Banques, présente un rapport relatif à ces institutions. Plusieurs dispositions de la loi sur les banques, passée à la dernière session de la législature, y sont critiquées sévèrement. C'est à cette loi, dit le rapport, ainsi qu'aux conseils imprudens du bureau de circulation, que l'on doit attribuer la reprise inopportune et dessastreuse des paiemens en espèce par nos banques, au mois de mai dernier. Le rapport conseille l'abolition du bureau de circulation et le rappel de la loi sur les banques. Il est accompagné d'un bill qui détermine les obligations de ces institutions.

Sur motion de M. Wadsworth, l'impression du rapport et du bill est ordonné. On en tirera 200 exemplaires sous forme de pamphlet.

M. Fermer, du comité spécial auquel a été référé le bill qui a pour but de diviser la paroisse de Concordia, présente un rapport défavorable audit bill. Le rapport en substitue un autre plus conforme aux vues de la section. Ce nouveau bill est discuté section par section. Le nom de la nouvelle paroisse donne lieu à quelques débats. On propose ceux de Tensas, de Poydras, de Villeré et de Jackson. Celui de Tensas est à la fin adopté. La Chambre adopte alors les diverses sections du bill, lequel, après dispense des règles, est lu une troisième fois et passé.

La Chambre, après dispense des règles, s'occupe de faire quo a pour but d'abréger les lois contre le duel. Déposé sur le bureau sujet à l'appel de la Chambre.

M. Wadsworth, après dispense, présente un rapport sur le bill qui a pour but d'augmenter les revenus de l'Etat, et offre de remplacer l'ancien bill par un nouveau. Ce dernier bill est examiné section par section, subit une première et une seconde lecture, et est enfin adopté avec quelques amendemens. Il diffère peu de ce'ui présenté hier par M. Wadsworth. Seulement les notaires et les encanteurs ne rentreront pas dans la classe des fonctionnaires publics et jouiront de toute leurs priviléges, comme par le passé. Cette dernière clause fait naître quelques débats : M. Selby ne veut pas que les notaires soient exclus des dispositions du bill ; ce sont des fonctionnaires publics tout comme les greffiers et les shérifs. Tout le monde sait quels sont les travaux d'un notaire, et l'habileté profession n'exige que très peu de lumières ou d'habileté. Il opine donc à ce que les notaires ne soient pas mis en dehors des dispositions du bill, et contribuent, comme les fonctionnaires publics, à augmenter les revenus de l'Etat.

MM. Philips et Robertson se rangent de l'avis du préopinant M. Benjamin s'oppose à la proposition de M. Selby. Les notaires exercent une véritable profession, sans bien que les avocats, aussi bien que les médecins. Ils ne font du bénéfices qu'en proportion de leurs lumières et de leur intégrité, quelques-uns font $30,000. Et puis, dit M. Benjamin, n'est-il pas évident que si vous forcez un notaire à verser dans le trésor public tout ce qu'un tribunal lui procure au delà de trois mille piastres, n'est-il pas évident que ces trois mille piastres une fois gagnées, il se mettra peu en peine de travailler ?

MM